

Madame, Monsieur,

Votre enfant n'aura pas classe le lundi 12 novembre. A l'appel de plusieurs organisations syndicales de l'Éducation, l'enseignant.e de votre enfant sera en grève pour l'amélioration du fonctionnement de l'école, des conditions de travail et celles d'apprentissage des élèves. En effet, le budget de l'école primaire 2019 prévoit la création de 1900 postes dans le primaire « pour couvrir les seuls besoins des dédoublements des CE1 à 12 en REP ». Or, non seulement il faudrait au moins 4000 postes pour couvrir ces besoins, mais il en faudrait bien davantage pour répondre aux autres urgences dans la quasi totalité des autres classes :

- 104 000 classes de notre pays, dont un certain nombre dans notre département, comptant plus de 25 élèves
- quelques 6 700 classes ont plus de 30 élèves dont certaines proches de chez vous
- des élèves de plus en plus en souffrance mettant enseignants et groupes classe en difficulté dans des classes surchargées, sans adulte supplémentaire.

A terme, notre département manquera encore cette année de professeurs des écoles pour enseigner en maternelle et élémentaire. C'est ainsi que se traduit le recrutement insuffisant des professeurs des écoles par le concours.

Pour de nombreuses petites écoles rurales (organisées ou non en RPI) des Côtes-d'Armor, le danger est imminent. La dernière carte scolaire a laissé planer de très lourdes menaces de fermetures de classes ; la prochaine s'annonce comme difficile.

Le Ministère veut fusionner systématiquement les écoles maternelles et élémentaires et veut aussi regrouper à outrance les écoles, au risque de créer de grands déserts obligeant nos élèves à des déplacements insupportables.

Ce budget n'est donc pas à la hauteur des réel besoins et plus largement dans le cadre de la défense des services publics aujourd'hui remis en cause.

La Fonction publique, comme les services publics dont notre École, sont indispensables au bon fonctionnement de notre pays et assurent un traitement équitable pour tous les citoyens : nous sommes donc toutes et tous concerné.es ! Les services publics sont actuellement pris pour cible par le gouvernement avec des mesures allant à l'encontre des intérêts des usagers et des personnels :

- la suppression de plus de 120 000 emplois dans la Fonction publique sur 5 ans
- la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires
- l'abandon de missions de service public
- le recours de plus en plus à des contrats précaires pour les enseignants comme pour les administratifs
- la fin de la priorité accordée au ministère de l'Éducation nationale avec le retour des suppressions de postes.

L'école doit avoir les moyens de relever les enjeux qui se posent à elle en s'attaquant réellement aux inégalités scolaires et en permettant la réussite de tous les élèves. Si nous faisons le choix de cesser le travail ce 12 novembre, et donc celui de perdre une journée entière de salaire, c'est pour porter ces revendications et obtenir une politique en faveur d'un service public d'Éducation susceptible d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignant.es.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.

Les enseignant.es grévistes